

Action de groupe

Message clé : « La mise en place de l'action de groupe permettrait à plusieurs victimes d'une injustice environnementale d'avoir la force de frappe collective nécessaire pour affronter en justice de puissants intérêts. »

Qu'est-ce qu'une « action de groupe » ?

Une **action de groupe** (ou un « **recours collectif** » ou « *class action* » en anglais) est une action en justice ou une procédure qui permet à un **grand nombre de personnes** de poursuivre une entreprise ou une institution publique (dans la plupart des cas) pour obtenir une indemnisation morale ou financière.

Née aux Etats-Unis dans les années 1950 afin de défendre les **droits des consommateurs** et des **victimes d'accidents industriels**, l'action de groupe s'est aujourd'hui répandue à un grand nombre de pays (notamment Allemagne, Italie, Suède, Angleterre, Pays de Galles, Canada, Portugal...).

L'action de groupe en France

Aujourd'hui une telle procédure **n'existe pas en France**. Toutefois, une réforme a été envisagée en avril 2005 et un groupe de travail a été mis en place pour étudier et transmettre des propositions au gouvernement. Un rapport a été rendu par ce groupe en décembre 2005 sans conclusion unanime et **n'a pas donné de suite**. Rapport ici : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/054004458/index.shtml>

Pourquoi l'instauration de l'action de groupe est importante pour la défense de la nature et de l'environnement ?

- Les dommages causés à l'environnement et à la santé publique résultant d'un seul fait peuvent causer des préjudices à **une multitude et une diversité de victimes**.
- Pour dépasser les obstacles qu'une action individuelle pourrait difficilement franchir, les victimes ont intérêt à agir de façon collective pour
- Permettre à toutes les victimes **d'agir en réparation** ;
- **Financer** leur action en réparation ;
- Mettre en commun leur **savoir-faire**, parler d'une **voix unique** ;
- Obtenir le concours des **personnes qualifiées** nécessaires à la conduite d'expertises complexes et coûteuses ;
- Créer un **rapport de force** vis-à-vis tant de l'auteur des faits que des pouvoirs publics ;
- Une **communication médiatique** et pour une action plus efficace en justice (moins de temps à suivre un dossier qu'une multitude de dossiers).